

MARCOS JANK

Directeur général, Brasil Foods (BRF)

Jean-Yves Carfantan, Senior Consultant, AgroBrasConsult

Parmi les différentes questions multiculturelles qui se posent, notons celle du lien entre les échanges et la sécurité alimentaire. Marcos Jank travaille sur ces questions depuis des années et revient de Bali, où, vous le savez un accord a permis de sauver l'OMC.

Marcos Jank, directeur général, Brasil Foods (BRF)

J'ai suivi la question des politiques d'échanges et de négociations depuis 20 ans, depuis les accords du GATT de l'Uruguay jusqu'à ceux de Doha et les accords bilatéraux. J'ai également travaillé quelques années dans le secteur de la canne à sucre au Brésil, qui est lié au secteur de l'énergie et notamment aux débats sur le changement climatique à cause de l'éthanol de sucre de canne. Je travaille aujourd'hui pour un grand groupe agro-alimentaire spécialisé dans les protéines animales, et la question très importante aujourd'hui est de savoir ce qui se passe pour les pays en développement.

Je reviens de Bali, qui a été un succès, car les choses ont bougé après 12 ans de négociations au point mort. Je pense sincèrement qu'aujourd'hui, il n'y a pas la place pour de grands changements au niveau de l'OMC. Nous sommes parvenus à un accord sur la facilitation des échanges, qui pourrait servir à réduire la bureaucratie et les retards permanents aux frontières, mais nous sommes très loin d'une résolution du problème global que représente une augmentation de 50 % de la population mondiale entre 2000 and 2050, de six à neuf milliards. Plus d'un milliard de personnes vont migrer vers des zones urbaines. Nous oublions souvent cet aspect, ce n'est pourtant pas juste une augmentation de la population qu'on observe mais également une tendance forte à l'urbanisation, notamment en Afrique et en Asie, ainsi qu'un changement des habitudes alimentaires vers les protéines animales et l'augmentation du revenu par habitant.

Réunies, toutes ces questions vont générer de réels problèmes dans les années qui viennent, et que les organisations internationales sont loin de résoudre. J'ai l'impression que nous assistons à ces négociations, que les intervenants parlent, et parlent, mais qu'au final aucun problème n'est résolu. Les questions discutées ne revêtent aucune espèce d'importance. Par exemple, l'accès au marché est l'une des questions pour lesquelles une solution serait bénéfique si nous avions plus de concurrence et de technologie, mais nous ne considérons pas cela comme un problème au niveau de l'OMC. C'en est un en revanche au regard des accords sur le Partenariat transpacifique. Une partie des négociateurs de Bali ne s'intéressait pas à l'OMC mais était plutôt soucieuse de rejoindre Singapour pour les négociations sur le Partenariat transpacifique entre 12 pays, dirigées par les États-Unis, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et d'autres pays, probablement même la Chine à l'avenir.

Quand nous disposons d'un accord régional étendu, nous avons ce que les économistes appellent une situation de diversion des échanges, dans laquelle des pays moins efficaces mais qui font partie de cet accord réduisent leurs tarifs et bénéficient d'échanges et d'investissements préférentiels, et dans laquelle des pays plus efficaces qui ne font pas partie de l'accord n'en bénéficient pas, et c'est la situation actuelle. C'est une situation dans laquelle les accords préférentiels sont plus importants que ceux de l'OMC.

C'est ce qu'on observe aujourd'hui. Il n'existe pas de réel engagement sur ces questions, et les accords sont très faibles. Les accords de l'OMC de la semaine dernière n'ont servi qu'à faire un peu de ménage pour Genève, mais je ne pense pas que nous observerons d'évolution majeure. Nous avons passé une journée à parler d'un problème posé par l'Inde, qui est la création de larges réserves par le gouvernement, qui pourrait s'avérer nécessaire, mais qui ne constitue pas une solution. Cette intervention par le gouvernement pour maintenir des tarifs élevés pour les producteurs et des prix faibles pour les consommateurs revient à repousser les ajustements nécessaires en termes de production agricole, et non pas à résoudre le problème.



Chris a évoqué le problème des libérations imprévisibles de stocks ; bien souvent, ces stocks vont sur les marchés internationaux, et à terme ils agissent comme des subventions à l'export. Ce qui signifie que ces plus grands pays génèrent d'immenses problèmes pour les agricultures plus petites, car ces stocks sont attirés vers le marché mondial, soutiennent les prix internationaux et subventionnent les consommateurs internationaux, ce qui n'est pas la meilleure politique.

De fait, il y a en agriculture des bonnes politiques et des mauvaises politiques. Les bonnes politiques sont à mes yeux associées aux droits de propriété des terres – qui sont extrêmement importants dans de nombreux pays – à la technologie, à la productivité, aux gains d'échelle et à l'intégration dans les chaînes alimentaires. Ces aspects correspondent à mon avis aux politiques qu'il nous faut mener. Les politiques protectionnistes, de tarifs élevés, d'isolement et de réserves importantes ne sont aucunement la solution. Le Brésil est l'un de ces pays fortement protégé jusqu'en 1990, qui, avec la déréglementation du marché, est devenu compétitif. C'est une solution pour de nombreuses régions du monde. Il n'y a aucune raison pour que le Brésil soit aujourd'hui un gros exportateur mais pas l'Afrique : elle a le même potentiel que le Brésil, y compris des conditions de terres et de climat similaires dans de nombreuses régions, de même que des niveaux élevés de paupérisation rurale. Ces deux régions du monde doivent plus coopérer en termes de politiques agricoles adéquates, ne serait-ce que pour améliorer l'application de telles politiques en Afrique.